



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société  
BRIQUETERIES DU NORD MATERIAUX (BDN) de  
régulariser la situation administrative de son  
établissement situé à RONCHIN.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions du code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-7 et L.514-5 ;

Vu le récépissé de la déclaration référencé Dipp/3-Bicpe-RS délivré le 2 janvier 2014 à la société BRIQUETERIES du NORD pour l'exploitation d'une plate-forme de regroupement, tri et transit de déchets inertes et de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RONCHIN (59790) - Rue de l'Abbé de l'Épée - concernant notamment les rubriques n°2515, 2517, 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 4 février 2015 transmis à l'exploitant par courrier le 6 février 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 janvier 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

*La puissance des installations de tri, concassage, crible,... utilisées par la société Briqueteries du Nord est d'au moins 240 kW (74 kW pour le scalpeur et 166 kW pour le crible selon les données de l'exploitant). Ces équipements relèvent de la rubrique n°2515-1 "installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2". La puissance installée totale étant de plus de 200 kW, cette installation relève du régime de l'enregistrement au sens de l'article L.512-7 du code de l'environnement. La société Briqueterie du Nord ne dispose pas de cet enregistrement"*

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique n°2515-1: "installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW: Enregistrement;

Considérant les informations fournies par l'exploitant lors de la visite du 8 janvier 2015 desquelles il ressort que la puissance des installations de criblage, concassage,...est d'au moins 240 kW et, par conséquent, que cette activité, relevant du régime de l'enregistrement, est exploitée sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société BRIQUETERIES du NORD de régulariser sa situation administrative.

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société BRIQUETERIES du NORD, ci-après désignée l'exploitant, ayant son siège social 9ème Rue - Port Fluvial - 59000 LILLE, exploite une plateforme de regroupement, tri et transit de déchets inertes et de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de RONCHIN (59790) - Rue de l'Abbé de l'Épée est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit:

- en déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture.
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants:

- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (par exemple: bon de commande à un bureau d'étude...etc.);

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de RONCHIN ,

- monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de RONCHIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de RONCHIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 26 FEV. 2015

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



